



Bulletin sur l'actualité en Iran - mars 2019-

Luttes et répression sévère sur fond de crise économique et sociale

La situation économique pèse lourdement sur les salarié·es et en particulier les ouvrier·ères. Le 19 mars 2019, le « Conseil suprême du Travail » a fixé le salaire minimal à 15 160 000 Rials (équivalent de 102,40 euros), ce qui reste très inférieur au seuil de pauvreté.

C'est pourquoi ces derniers jours, le pays était témoin des plusieurs foyers de contestation : des travailleurs du secteur non-industriel de la Pétrochimie de Mah-Shahr, ceux de la mairie d'Ahvaz, ainsi que ceux de la « Communication de Mashhad » (Nord-est du pays) suite au licenciement d'une partie des salarié·es.

Mais la répression continue de s'abattre sur un grand nombre de travailleurs et travailleuses.

Le syndicaliste de la sucrerie Haft-Tapeh, **Esmail Bakhshi** est toujours en prison et victime de pressions pour revenir sur ses déclarations concernant les tortures qu'il a subies à la prison d'Ahvaz (Sud de l'Iran).

Sepideh Gholian, militante étudiante est dans la même situation.

Djafar Azimzadeh de « l'Union libre des travailleurs » subit lui aussi un traitement inhumain en prison.

Suite au mouvement de contestation à Ahvaz au sein du « **Groupe industriel national de l'Acier** », plus d'une centaine d'ouvrier·ère s sont fiché·es pour motif « sécuritaire ».

Meysam Alemahdi, arrêté en décembre 2018 puis relâché, est licencié sans aucune indemnité.

Eghbal Shabani, syndicaliste boulanger de Sanandaj est libéré sous caution de 100 millions de tomanes (65 fois le salaire minimal), somme réglée par ses ami·es.

Tofigh Mahmoudi, ouvrier également originaire de Sanandaj, a été arrêté sans raison connue, et il ne sait pas de quoi il est accusé.

Avocate spécialiste de la défense des droits humains, **Nasrin Sotoudeh** est condamnée à plus de 12 ans d'emprisonnement et 148 coups de fouets. Pour avoir défendu les femmes qui avaient enlevé leur foulard en public, elle est accusée de « corruption et propagande de la prostitution ». Sa situation est médiatisée en France, en particulier par Amnesty International, pour obtenir sa libération. Le collectif syndical français a décidé de soutenir cette campagne qui invite à envoyer des messages aux autorités iraniennes.

<https://www.amnesty.org/fr/get-involved/take-action/iran-free-nasrin-satoudeh-now/>

Nargesse Mohammadi, militante des droits humains, est en prison depuis plus de 3 ans malgré sa santé fragile.

Zeynab Jalaian, militante féministe kurde condamnée à la perpétuité, est emprisonnée depuis 11 ans. Elle est malade et est régulièrement maltraitée par des agents de la prison de Khoy (Nord-ouest de l'Iran).

Si la liste des prisonnières pour raisons « politiques » est longue, des arrestations massives sont aussi menées contre les activistes écologiques. Après que **Kavous Seyad Emami** ait trouvé la mort mystérieusement en prison en 2017, huit écologistes sont actuellement « jugés » pour « espionnage et dépravation ». Il s'agit de **Niloufar Bayani, Sépideh Kashani, Taher Ghadirian, Amirhossein Khaeghi, Houman Jowkar, Morad Tahbaz, Abdolreza Kouhpayeh et Sam Radjabi**.

Au cours de l'année écoulée, plus de **96 enseignants et enseignantes**, dont **Abdi, Beheshti, Mardani, Babamoradi, Ghorbani et Kazemi**, ont été arrêtés ou poursuivis pour avoir protesté dans différentes régions contre leurs conditions de vie et de travail mais surtout contre la répression permanente qui les vise.

L'année iranienne s'est terminée le 20 mars mais les salarié·es n'avaient ni l'envie ni les moyens de fêter le nouvel an, qui ne constitue pas le signe d'une situation meilleure.